



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2013 048 - Adhésion au service de Médecine de prévention et de santé au travail du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne.

Séance du Comité syndical du 19 décembre 2013

Vu les dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 108-2 créé par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 - art. 48 ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux et aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Considérant que le Syndicat Autolib' Métropole est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents ;

Vu Le projet de convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne.

Le Comité syndical après en avoir délibéré,

AUTORISE, le Président à signer la convention d'adhésion au service de Médecine professionnelle et préventive qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

DECIDE, d'inscrire les crédits correspondants au chapitre 012 du budget.

Le Président Comité syndical

Julien BARGETON



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2013 048 - Adhésion au service de Médecine de prévention et de santé au travail du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne.

Séance du Comité syndical du 19 décembre 2013

EXPOSE DES MOTIFS

L'article 108-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et le décret n°85-603 du 10 juin 1985 imposent aux collectivités et établissements, employant des agents régis par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, de disposer d'un service de médecine préventive.

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne est doté d'un service de médecine préventive conformément à l'article 108-2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et au décret n° 85-603 modifié du 10 juin 1985, auquel les collectivités territoriales et établissements publics de la petite couronne peuvent adhérer par convention.

Le service de médecine préventive du CIG intervient auprès de ces collectivités et établissements publics comme acteur de la démarche de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail en évitant toute altération de leur santé du fait du travail.

Le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de la santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion, et l'état de santé des agents" (article 108-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984). Il contribue à l'éducation sanitaire du personnel et joue un rôle de conseil auprès des autorités territoriales ainsi qu'auprès des Comités Techniques Paritaires et des Comités d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail.

Le projet de convention d'adhésion à ce service, joint en annexe, décrit le périmètre d'intervention, les missions, les modalités de fonctionnement ainsi que le financement du service.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Comité syndical

Julien BARGETON



**CONVENTION D'ADHESION AU CONTRAT
D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES
2014/2017**

**SOUSCRIT PAR LE CIG PETITE COURONNE AUPRES DE CNP
ASSURANCES**

ENTRE

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne de la région d'Ile de France, représenté par son Président agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 21 septembre 2009.

Ci après désigné le CIG petite couronne

ET

Autolib' Métropole PARIS représenté par son Président, Monsieur Julien BARGETON.

Ci après désigné/e la collectivité/l'établissement

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne de la région Ile de France a souscrit pour le compte des collectivités et établissements publics demandeurs un contrat d'assurance en garantie des risques financiers découlant des dispositions statutaires de l'article 57 de la loi précitée.

A l'issue d'une procédure d'appel d'offres menée conformément aux dispositions du code des marchés publics, le contrat a été conclu avec CNP ASSURANCES en partenariat avec SOFCAP pour une durée de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014.

Le contrat est régi par le code des assurances.

Centre Interdépartemental
de Gestion de la petite couronne
de la Région Ile-de-France

157, avenue Jean Lolive
93698 Pantin cedex

Tél. : 01 56 96 80 80
Fax : 01 56 96 80 81

www.cig929394.fr

Fonction Publique Territoriale

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les relations entre le CIG petite couronne et la collectivité pour la gestion du contrat d'assurance des risques statutaires et d'en fixer les modalités financières.

Autolib' Métropole Paris

Article 2 – Adhésion de l'établissement au contrat d'assurance

La collectivité adhère au contrat d'assurance des risques statutaires conclu par le CIG petite couronne auprès de CNP ASSURANCES/SOFCAP.

Dans le cadre de ce contrat elle a souscrit les garanties suivantes aux conditions précisées au(x) certificat(s) d'adhésion n° 1406D-89907/0214

- Pour l'ensemble de ses agents affiliés à la CNRACL (conditions générales du contrat CNP n° 1046D version 2014 et conditions particulières),

- Décès au taux de 0,22%
- Accident de service/maladie professionnelle au taux de 1,50% sans franchise
- Maladie ordinaire au taux de 3,79% sans franchise
- Maternité/adoption aux taux de 0,40% sans franchise
- Congés de longue maladie/congés de longue durée au taux de 2 % sans franchise

L'assiette de cotisation sera composée des éléments suivants pour toute la durée du contrat :

- Traitement indiciaire brut
- Nouvelle bonification indiciaire
- Indemnité de résidence
- Supplément familial de traitement
- Charges patronales
- Indemnités accessoires

Du simple fait de son adhésion au contrat conclu par le CIG petite couronne, la collectivité bénéficiera de l'ensemble des services associés proposés par SOFCAP dans le cadre de ce contrat, tels que notamment :

- La mise à disposition de dossiers statistiques
- Le diagnostic des absences et l'appui à la maîtrise des arrêts de travail
- Le contrôle médical et les expertises à la demande de la collectivité / l'établissement
- Le recours contre les tiers responsables
- L'assistance juridique
- Des outils pédagogiques et un appui technique en matière de prévention

A la date d'adhésion de la collectivité le CIG petite couronne lui remettra un exemplaire du résumé des garanties de ce contrat ainsi que l'ensemble des documents de gestion des dossiers de sinistre que la collectivité auprès de SOFCAP.

Un exemplaire de l'intégralité du contrat signé entre le CIG petite couronne et l'assureur pourra être consulté au CIG petite couronne, auprès de la direction de la santé et de l'action sociale.

Article 3 – Etats à fournir annuellement par la collectivité

La collectivité fournira à SOFCAP avant le 31 janvier de chaque année :

- L'état nominatif des agents en fonction au 31 décembre correspondant à l'état de paye ;
- La déclaration du montant de masse salariale constituée des traitements indiciaires bruts annuels et de la nouvelle bonification indiciaire.
- Le montant de l'indemnité de résidence, du supplément familial de traitement des indemnités accessoires et des charges employeur uniquement dans le cas où l'établissement aura opté pour l'intégration de ces éléments au remboursement des rémunérations. Les éléments retenus resteront fixes durant toute la durée du contrat.

Ces états serviront à déterminer pour chaque exercice d'assurance la base de cotisation.

Article 4 - Règlement de la prime d'assurance

SOFCAP adressera à la collectivité la demande de règlement de la prime annuelle correspondant aux garanties et conditions souscrites pour lui auprès de l'assureur.

L'établissement s'acquittera de ce règlement auprès de SOFCAP dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande.

Article 5 - Participation aux frais de gestion

La participation aux frais exposés par le CIG petite couronne pour la gestion du contrat d'assurance est fixée forfaitairement et pour la durée de la convention à 0,60 % du montant de prime annuelle de la collectivité.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention prend effet le 1^{er} janvier 2014. Elle s'exécutera sur la durée du contrat d'assurance conclu entre le CIG petite couronne et CNP ASSURANCES/ SOFCAP, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Elle prendra fin automatiquement en cas de dénonciation du contrat d'assurance dans les conditions prévues aux clauses dudit contrat.

A Pantin, le 13 décembre 2013



Signature du représentant habilité

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint

Muriel GIBERT



Autolib' Métropole Paris